

Convention collective nationale
IDCC : 240. – PERSONNEL DES GREFFES
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE
(14 novembre 1957)

AVENANT DU 30 SEPTEMBRE 2015
RELATIF À LA MISE EN PLACE DE CONVENTIONS DE FORAITS JOURS

NOR : ASET1550973M

IDCC : 240

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour finalité de rendre effective la possibilité que s'était donnée les partenaires sociaux de la conclusion de conventions de forfaits en jours sur l'année, conformément aux dispositions de l'article L. 3121-43 du code du travail, avec les salariés cadres qui disposent d'une réelle autonomie dans l'organisation de leur emploi du temps et dont la nature des fonctions ne les conduit pas à suivre l'horaire collectif applicable au sein du service.

A cet effet et conformément aux dispositions de l'article L. 2261-3 du code du travail, le présent avenant révisé les dispositions de l'accord de branche du 11 janvier 2013.

Article 1^{er}

Révision

L'article 1^{er} de l'accord du 11 janvier 2013 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique sur l'ensemble du territoire national à tous les greffes des tribunaux de commerce et toutes les personnes travaillant pour le compte d'un greffe de tribunal de commerce, ainsi qu'au personnel du conseil national des greffiers des tribunaux de commerce. »

L'article 2 de l'accord du 11 janvier 2013 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 2

Salariés concernés

Le présent accord s'applique aux cadres, au sens des dispositions issues de la classification de la convention collective du personnel des greffes des tribunaux de commerce pour lesquels l'autonomie dont ils disposent dans l'exercice de leurs fonctions exclue toute fixation d'horaires préalablement établis.

Peuvent donc être concernés tous les salariés ayant la qualification de cadre au sein des greffes des tribunaux de commerce, et notamment les greffiers salariés au sens des dispositions du décret n° 2011-1270 du 11 octobre 2011. »

L'article 7.1 de l'accord du 11 janvier 2013 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 7.1. Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra faire l'objet d'une demande d'extension à l'initiative de l'une des parties signataires. »

Article 2

Formalités. – Entrée en vigueur

Le présent avenant sera déposé en deux exemplaires auprès de la DGT, une version signée du présent avenant sur support papier et une version sur support électronique. Un exemplaire sera adressé au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Le présent avenant est fait en un nombre suffisant pour remise à chacun des signataires.

Le présent avenant entrera en vigueur à partir du jour qui suit la réalisation des formalités de dépôt précitées.

Fait à Paris, le 30 septembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CNGTC.

Syndicat de salariés :

SPAAC CFE-CGC.